

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DE L'AIN

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA DOMBES DU 16 MAI 2024

Nombre de membres :

 En exercice : 59
 Présents : 35
 Pouvoirs : 12
 Votants : 47

Date de convocation et d'affichage :

7 mai 2024

Numéro :

D20240516_128

Objet :

Modification de la prime pouvoir d'achat

L'an deux mille vingt-quatre, le 16 mai, à 19 heures 30 minutes, le Conseil de la Communauté de Communes de la Dombes, légalement convoqué, s'est réuni à la salle polyvalente à Romans, sous la présidence de Madame Isabelle DUBOIS

COMMUNES	DELEGUES		Présent(s)	Absent(s)	Donne pouvoir à
ABERGEMENT-CLEMENCIAT	Daniel	BOULON	x		
BANEINS	Jean-Pierre	GRANGE	x		
BIRIEUX	Cyril	BAILLET		x	
BOULIGNEUX	Laurent	COMTET	x		
CHALAMONT	Roseline	FLACHER		x	T. JOLIVET
	Thierry	JOLIVET		x	
	Stéphane	MERIEUX		x	
CHANEINS	Patrice	FLAMAND		x	
CHATENAY	Evelyne	BERNARD	x		
CHÂTILLON LA PALUD	Gilles	DUBOIS	x		
	Chantal	BROUILLET	x		
CHATILLON SUR CHALARONNE	Patrick	MATHIAS		x	M. JACQUARD
	Sylvie	BIAJOUX	x		
	Michel	JACQUARD	x		
	Fabienne	BAS-DESFARGES		x	S. BIAJOUX
	Pascal	CURNILLON	x		
	Bernadette	CARLOT-MARTIN		x	
	Jean-François	JANNET		x	JM. GAUTHIER
CONDEISSIAT	Stephen	GAUTIER	x		
CRANS	Françoise	MORTREUX		x	G. DUBOIS
DOMPIERRE SUR CHALARONNE	Didier	MUNERET		x	
LA CHAPELLE DU CHATELARD	Cyrille	RIMAUD		x	
LAPEYROUSE	Gilles	DUBOST		x	L. COMTET
LE PLANTAY	Philippe	POTTIER	x		
MARLIEUX	Chantal	DESSERTINE	x		
MIONNAY	Henri	CORMORECHE	x		
	Émilie	FLEURY		x	I.DUBOIS
	Jean-Luc	BOURDIN		x	

MONTHIEUX	Philippe	PAILLASSON	x	JP. COURRIER
NEUVILLE LES DAMES	Michel	CHALAYER		
	Rachel	RIONET	x	M. CHALAYER
RELEVANT	Christiane	CURNILLON	x	
ROMANS	Jean-Michel	GAUTHIER	x	
SAINT ANDRE DE CORCY	Ludovic	LOREAU	x	
	Evelyne	ESCRIVA	x	
	Pascal	GAGNOLET		x L. LOREAU
	Claude	LEFEVER	x	
SAINT ANDRE LE BOUCHOUX	Alain	JAYR	x	
SAINT GEORGES SUR RENON	Sonia	PERI	x	
SAINT GERMAIN SUR RENON	Christophe	MONIER	x	
SAINT MARCEL EN DOMBES	Dominique	PETRONE	x	
SAINT NIZIER LE DESERT	Jean-Paul	COURRIER	x	
SAINTE OLIVE	Thierry	PAUCHARD	x	
SAINT PAUL DE VARAX	Cédric	MANCINI		x E. ABRAM-PASSOT
	Evelyne	ABRAM-PASSOT	x	
SAINT TRIVIER SUR MOIGNANS	Marcel	LANIER	x	
	Martine	MOREL-PIRON		x
SANDRANS	Audrey	CHEVALIER	x	
SULIGNAT	Alain	GENESTOUX		x
VALEINS	Frédéric	BARDON		x S. PERI
VERSAILLEUX	Gérard	BRANCHY	x	
VILLARS LES DOMBES	Pierre	LARRIEU	x	
	Isabelle	DUBOIS	x	
	François	MARECHAL	x	
	Marie Anne	ROUX		x
	Didier	FROMENTIN	x	
	Agnès	DUPERRIER	x	
	Jacques	LIENHARDT		x
VILLETTE SUR AIN	Jean-Pierre	HUMBERT	x	

Secrétaire de séance élu : Ludovic LOREAU

Rapporteur : Isabelle DUBOIS

Vu le code général de la fonction publique,
Vu le décret n° 2023-1006 du 31 octobre 2023 portant création d'une prime de pouvoir d'achat exceptionnelle pour certains agents publics civils de la fonction publique territoriale,
Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial du 30 novembre 2023,
Vu les crédits inscrits au budget,
Vu la délibération en date du 7 décembre 2023 n°D20231207_260,
Vu l'avis du Comité Social Territorial du 13 mai 2024,

Considérant que conformément à l'article L714-4, les organes délibérants des collectivités territoriales et de leurs établissements publics fixent les régimes indemnitaires de leurs agents, dans la limite de ceux dont bénéficient les différents services de l'Etat.

Madame la Présidente précise qu'il a été décidé l'attribution de la prime pouvoir d'achat exceptionnelle pour les agents publics dont la rémunération brute perçue au

titre de la période du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023 est inférieure à 39 000 € en date du 7 décembre 2023, en conseil communautaire.

Cependant, il convient de préciser que la prime votée à hauteur de 300 euros doit être appréciée en euros brut et non en net contrairement à ce qui a été précédemment voté.

Aussi, il s'avère nécessaire de procéder à des modifications sur les primes versées, Afin d'impacter le moins possible les primes déjà attribuées, il est proposé au conseil communautaire de voter la répartition des primes de la manière suivante, dans le respect des modulations prévues en fonction de la rémunération brute définie à l'article 5 du décret et repris à l'article 2 de la présente délibération, selon le barème indiqué :

Rémunération brute perçue au titre de la période courant du 1 ^{er} juillet 2022 au 30 juin	Montant de la prime de pouvoir d'achat en euros
Inférieure ou égale à 23 700 €	350 € brut
Supérieure à 23 700 € et inférieure ou égale à	350 € brut
Supérieure à 27 300 € et inférieure ou égale à	350 € brut
Supérieure à 29 160 € et inférieure ou égale à	350 € brut
Supérieure à 30 840 € et inférieure ou égale à	350 € brut
Supérieure à 32 280 € et inférieure ou égale à	350 € brut
Supérieure à 33 600 € et inférieure ou égale à	300 € brut

La répartition des primes conformément au tableau ci-dessous permet de minimiser au maximum l'impact des régularisations sur les fiches de paie à la baisse comme à la hausse, dans un souci d'équité.

Le montant de la prime est réduit à proportion de la quotité de travail et de la durée d'emploi sur la période de référence du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023.

La régularisation sera effectuée sur les paies du mois de juin 2024.

Pour rappel :

1-Bénéficiaires :

Les conditions cumulatives pour bénéficier de cette prime restent inchangées et sont les suivantes pour les agents publics :

- Avoir été nommés ou recrutés par un employeur territorial à une date d'effet antérieure au 1^{er} janvier 2023,
- Être employés et rémunérés par un employeur territorial au 30 juin 2023.

La rémunération brute mentionnée à l'alinéa précédent correspond à celle définie à l'[article L. 136-1-1 du code de la sécurité sociale](#) de laquelle sont déduits les éléments suivants de rémunération versés au titre de la période courant du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023 :

- L'indemnité mentionnée à l'[article 1er du décret du 6 juin 2008 susvisé](#) (GIPA);
- Les éléments de rémunération mentionnés à l'[article 1er du décret du 25 février 2019](#)

susvisé (IHTS), dans la limite du plafond prévu à l'article 81 quater du code général des impôts.

Pour les agents publics qui n'ont pas été employés et rémunérés pendant la totalité de la période courant du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023, le montant de la rémunération brute est divisé par le nombre de mois rémunérés sur cette même période puis multiplié par douze pour déterminer la rémunération de référence brute.

Lorsque plusieurs employeurs ont successivement employé et rémunéré l'agent public au cours de la période courant du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023, la rémunération prise en compte est celle versée par le dernier employeur et corrigée selon les modalités prévues à l'alinéa précédent pour correspondre à une année pleine.

Lorsque plusieurs employeurs emploient et rémunèrent simultanément l'agent public au 30 juin 2023, la rémunération prise en compte est celle versée par chaque employeur, corrigée selon les mêmes modalités que ci-dessus pour correspondre à une année pleine.

2-Montants réglementaires maximums indiqués dans le décret n° 2023-1006 du 31 octobre 2023 portant création d'une prime de pouvoir d'achat exceptionnelle pour certains agents publics civils de la fonction publique territoriale :

Rémunération brute perçue au titre de la période courant du 1 ^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023	Montant de la prime de pouvoir
Inférieure ou égale à 23 700 €	800 €
Supérieure à 23 700 € et inférieure ou égale à 27 300	700 €
Supérieure à 27 300 € et inférieure ou égale à 29 160	600 €
Supérieure à 29 160 € et inférieure ou égale à 30 840	500 €
Supérieure à 30 840 € et inférieure ou égale à 32 280	400 €
Supérieure à 32 280 € et inférieure ou égale à 33 600	350 €
Supérieure à 33 600 € et inférieure ou égale à 39 000	300 €

3-Cumul :

La prime de pouvoir de pouvoir d'achat exceptionnelle est cumulable avec toute autre prime ou indemnité perçue par l'agent, à l'exception de la prime prévue par le décret n° 2023-702 du 31 juillet 2023 portant création d'une prime de pouvoir d'achat exceptionnelle pour la fonction publique de l'Etat et la fonction publique hospitalière.

4-Versement :

La prime de pouvoir de pouvoir d'achat exceptionnelle est versée en une ou plusieurs fractions par l'employeur public qui emploie et rémunère l'agent au 30 juin 2023.

Lorsque plusieurs employeurs emploient et rémunèrent l'agent public au 30 juin 2023, chaque employeur verse la prime selon les montants ci-dessus, après avoir corrigé la rémunération selon les modalités prévues au III de l'article 1.

5-Date d'effet :

La prime de pouvoir de pouvoir d'achat exceptionnelle modifiée (régularisation) sera effectuée au mois de juin 2024.

Il est proposé au Conseil communautaire :

- D'approuver le versement d'une prime pour le pouvoir d'achat exceptionnelle conformément au tableau présenté et modifié, aux agents remplissant les conditions réglementaires et selon les modalités ci-dessus,
- D'approuver la régularisation par rapport aux montants déjà versés en janvier 2024,
- De prévoir les crédits correspondants au budget,
- D'autoriser Madame la Présidente à signer tout document relatif à ce dossier.

Le Conseil communautaire

après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

- **D'approuver** le versement d'une prime pour le pouvoir d'achat exceptionnelle conformément au tableau présenté et modifié, aux agents remplissant les conditions réglementaires et selon les modalités ci-dessus,
- **D'approuver** la régularisation par rapport aux montants déjà versés en janvier 2024,
- **De prévoir** les crédits correspondants au budget,
- **D'autoriser** Madame la Présidente à signer tout document relatif à ce dossier.

Ainsi fait et délibéré, le 16 mai 2024

La Présidente,
Isabelle DUBOIS

